

AVENANT N° 7 DU 5 DÉCEMBRE 2008
À L'ACCORD DU 13 JUILLET 2004
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE
NOR : ASET0950370M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics (FNSCOP-BTP) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération nationale des salariés de la construction (FNSC) CGT ;

La fédération générale du BTP et ses activités annexes CGT-FO ;

Le syndicat national des cadres, ETAM et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE-CGC BTP,

D'autre part,

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 relatif à la formation tout au long de la vie professionnelle ;

Vu l'article 6, alinéa 3, de l'accord national du 13 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises du bâtiment et des travaux publics,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification

L'article 1^{er} de l'avenant n° 2 du 11 janvier 2005 à l'accord du 13 juillet 2004 précité est modifié comme suit :

« Conformément à l'article 6 de l'accord du 13 juillet 2004 et après consultation du conseil de gestion du FAF-SAB, les forfaits horaires de participation financière des contrats de professionnalisation applicables aux entreprises ressortissantes au FAF-SAB, à compter du 1^{er} janvier 2009, sont les suivants :

- formations relevant du domaine tertiaire : 7 €/heure ;
- formations relevant des domaines techniques du BTP : 10 €/heure ;

- formations préparant à la conduite et/ou la maintenance d'engins :
13 €/heure. »

Article 2

Champ d'application

Le présent avenant est applicable sur le territoire métropolitain ainsi que dans les DOM à toutes les entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics définis à l'article 1^{er} de l'accord collectif de création du FAF-SAB du 23 février 1989, relevant du champ d'application professionnel du FAF-SAB.

Article 3

Extension

Le présent accord sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 5 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)